

## LEUNG CHUN-YING

Vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong

### **Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

Nous allons commencer notre discussion avec M. Leung Chun Ying. C'est maintenant la troisième fois que M. Leung Chun Ying participe à la World Policy Conference. Comme vous le verrez, il parle anglais avec l'accent d'Oxford, ce qui est assez impressionnant.

Nous allons pouvoir discuter pendant une demi-heure. Nous parlerons bien sûr un peu de Hong Kong, mais je crois que M. Leung voudra bien nous dire quelques mots sur la Chine.

Permettez-moi de commencer par Hong Kong, car vous étiez il y a relativement peu chef de l'exécutif de Hong Kong.

D'étranges déclarations ont été faites ces derniers mois à propos de Hong Kong. L'actuel chef de l'exécutif de Hong Kong a déclaré récemment que, je cite, les « dissidents exilés doivent vivre dans la peur ». L'avez-vous entendu ?

**Leung Chun-ying, vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong**

Non.

### **Thierry de Montbrial**

Même si vous n'avez pas entendu ces paroles du successeur de votre successeur, il semble que, surtout au cours des quatre ou cinq dernières années, Hong Kong ait beaucoup changé et probablement beaucoup plus rapidement que quiconque à l'étranger ne l'aurait imaginé. Pourriez-vous donc commenter ces changements, comme si le slogan « un pays, deux systèmes » était déjà dépassé, laissé de côté ? Le concept d'un pays, deux systèmes a-t-il un avenir à Hong Kong ?

### **Leung Chun-ying**

Je vous remercie. La première recommandation que je fais toujours à nos amis de la communauté internationale qui se soucient de Hong Kong, de la Chine, d'un pays, deux systèmes, c'est qu'ils viennent nous voir. Venez le voir par vous-même. Vous pouvez vous promener dans les rues de Hong Kong, parler aux commerçants et aux chauffeurs de taxi et former votre propre point de vue sur ce qui se passe à Hong Kong.

« Un pays, deux systèmes » n'est plus un concept général. Et depuis 1990, date à laquelle la Loi fondamentale a été promulguée, nous avons eu cinq ans pour la rédiger, après que la Chine et le Royaume-Uni ont signé la déclaration commune sur la question de l'avenir de Hong Kong. Au cours de ces cinq années, j'étais secrétaire général du comité consultatif de la

Loi fondamentale, qui comptait 180 membres de tous horizons, dont des fonctionnaires britanniques.

Quiconque s'intéresse à la mise en œuvre effective du principe « un pays, deux systèmes », au peuple de Hong Kong dirigeant Hong Kong avec un haut degré d'autonomie et à la promesse de 50 ans sans changement, doit se procurer un exemplaire de la Loi fondamentale. On peut très facilement l'obtenir avec un téléphone portable. On peut avoir à la fois la version chinoise et la version anglaise, et lire la Loi fondamentale de l'article 1 à l'article 160.

Chaque fois que des gouvernements étrangers, y compris le gouvernement britannique, prétendent que la Chine revient sur la promesse « un pays, deux systèmes », etc., je dis ouvertement : « Dites-moi, quel article pensez-vous que le gouvernement chinois et le gouvernement de Hong Kong n'appliquent pas ? ».

Je dois ajouter que la Loi fondamentale, qui est la constitution de Hong Kong, est soumise et a été soumise à un contrôle judiciaire par la Cour de Hong Kong – et la Cour de Hong Kong a, dans certains cas, rendu des décisions contre le gouvernement de Hong Kong.

Par conséquent, je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question d'interprétation de l'expression générale « un pays, deux systèmes ». La question est de savoir si la loi a été respectée, et la loi a été promulguée il y a 33 ans.

### **Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup. Cette question « un pays, deux systèmes », on l'évoquait autrefois pour Hong Kong et pour Taïwan. L'un des problèmes majeurs sur la scène internationale est désormais celui de Taïwan, et de nombreux commentateurs extérieurs à la Chine considèrent que l'évolution qui se passe à Hong Kong, la répression des mouvements politiques de ces dernières années, ce serait un mauvais exemple, de leur point de vue, pour l'éventuelle évolution de Taïwan. Pourriez-vous développer un peu votre propre interprétation et votre propre vision de Taïwan par rapport à Hong Kong ?

Je suppose que vous commencerez par dire que la situation est totalement différente. Pourriez-vous développer davantage à ce sujet ?

### **Leung Chun-ying**

Oui, bien sûr. Merci beaucoup d'avoir évoqué un sujet aussi important que Taïwan. Ce matin, nous avons eu des discussions très approfondies sur l'évolution de l'ordre économique mondial et sur les relations sino-américaines. Cependant, Taïwan n'a pas été mentionné jusqu'à présent.

Taïwan est important parce que la Chine a toujours affirmé que Taïwan est au cœur de ses intérêts nationaux. C'est ce que la partie chinoise a dit dans l'accord de Bali, auquel le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Wang Yi, a fait référence lors de sa rencontre avec le président Biden la semaine dernière, le 27 octobre.

Quiconque s'intéresse à l'ordre actuel, au nouvel ordre mondial, ne devrait ignorer Taïwan. C'est une question cruciale pour la Chine.

L'histoire de Taïwan est différente de celle de Hong Kong. Taïwan a été cédé aux Japonais en vertu du Traité de Shimonoseki en 1894. Hong Kong a été cédé aux Britanniques en vertu du Traité de Nanjing. La Chine a dû payer 200 millions de taels d'argent, soit 7,5 millions de kilogrammes, en réparation au Japon.

Taïwan a été cédé au Japon et personne n'a jamais contesté que Taïwan faisait partie de la Chine. Avec Taïwan, la péninsule du Liaodong a également été cédée au Japon. La péninsule du Liaodong fait désormais partie de la Chine, alors pourquoi Taïwan n'en ferait-il pas partie ? La péninsule du Liaodong est aujourd'hui la province chinoise du Liaodong.

La Chine a repris Hong Kong aux Britanniques dans le cadre de la déclaration commune sino-britannique de 1984. Le Japon a perdu la Seconde Guerre mondiale. Le Parti du Kuomintang a perdu la guerre civile contre les communistes et s'est retiré à Taïwan.

Par conséquent, il n'est pas question pour quiconque en Chine, pas seulement pour le parti au pouvoir en Chine, de permettre à Taïwan de devenir indépendant. De la même manière que Deng Xiaoping a dit à Margaret Thatcher en 1982 que le peuple chinois ne permettrait pas que la Chine accepte le maintien de la domination britannique sur Hong Kong.

De même, aujourd'hui comme toujours, les 1,4 milliard d'habitants de la Chine ne permettront jamais au parti au pouvoir, le gouvernement chinois, de lâcher Taïwan. Il s'agit d'une question importante que la communauté internationale doit comprendre, et Taïwan ne devrait en aucun cas être encouragé à songer à l'indépendance. C'est un élément très important de toute équation de l'ordre mondial impliquant la Chine.

Je n'ai pas répondu à la question « un pays, deux systèmes ». Je dis la même chose à nos amis de Taïwan. Prenez une copie de la Loi fondamentale de Hong Kong et parcourez-la de l'article 1 à l'article 160. Examinons ces articles un par un et que le peuple taïwanais nous dise quels articles ne sont pas acceptables et quels articles sont acceptables.

Par exemple, Hong Kong est autorisé à rester membre de l'OMS, ce que Taïwan souhaite devenir. Hong Kong est autorisé par Pékin à devenir membre de l'OMC, ce que Taïwan souhaite devenir. Voudraient-ils s'opposer à ces clauses ? Probablement pas.

Hong Kong, en vertu de la Loi fondamentale, possède son propre passeport. Nous avons notre propre monnaie, librement convertible avec le dollar de Hong Kong. Les Taïwanais ne seraient-ils pas d'accord avec cela ? Je ne le pense pas.

Voyons donc quels sont les articles de la Loi fondamentale de Hong Kong que les Taïwanais trouvent inacceptables et parlons-en.

### **Thierry de Montbrial**

Restons encore quelques minutes sur Taïwan. Ne pensez-vous pas que tout serait beaucoup plus simple si la population de Taïwan était massivement favorable à une réunification rapide avec la Chine continentale ? Ce n'est cependant pas le cas. Comment l'expliquez-vous ?

Comment voyez-vous, en Chine, le principe juridique de l'autodétermination ? Car après tout, d'un point de vue démocratique classique, si la population d'un certain territoire veut devenir indépendante, c'est à elle de se décider, de décider. Ce n'est évidemment pas le point de vue de la Chine, alors quel est votre argument à ce sujet ?

### **Leung Chun-ying**

Concernant votre dernier point, d'après mon expérience, ceci n'a pas été autorisé aux habitants d'Irlande du Nord ; ni, non plus, dans le processus de décentralisation écossais. Par conséquent, ce ne sont pas seulement les habitants d'une région d'un pays qui disent : « Nous avons voté. Il y a un référendum ou un sondage d'opinion. Nous voulons être indépendants et au revoir ». Je ne pense pas que cela fonctionne ainsi.

Je lis deux quotidiens taïwanais depuis une trentaine d'années. Il est important que les deux parties communiquent et que le peuple taïwanais, les 26 millions d'habitants de l'île, comprenne la position du continent, celle du gouvernement chinois et la réalité de la vie sur le continent.

Je pense que nous pourrions avoir beaucoup plus de dialogue entre les populations des deux côtés, ce que j'ai moi-même facilité. Les gens doivent découvrir par eux-mêmes ce qu'est la vie politique et socio-économique sur le continent. C'est quelque chose que nous ne faisons pas assez.

### **Thierry de Montbrial**

Attardons-nous un instant sur l'exemple de l'Écosse. Il y a quelques années, il y a eu un référendum autorisé par Londres et le parti indépendantiste a perdu le référendum. Cependant, Londres n'a jamais pris aucune mesure pour réprimer l'opposition à l'indépendance de l'Écosse.

Alors que, dans le cas de Hong Kong, nous comprenons qu'il est aujourd'hui extrêmement difficile à Hong Kong de manifester ou de développer un parti d'opposition. Merci de nous corriger si nous faisons erreur.

### **Leung Chun-ying**

Comme vous l'avez dit, le référendum en Écosse a été autorisé par Londres. Pékin n'autorise pas de référendum sur Taïwan. Deuxièmement, l'Écosse a une histoire très différente de celle de Taïwan. Le Royaume-Uni est appelé « royaume uni » pour une bonne raison, pour des raisons historiques. Je ne pense donc pas qu'on puisse faire une comparaison directe entre les deux. Je pense que le monde reconnaît que Taïwan fait partie de la Chine.

Fait intéressant, ou révélateur, la compagnie aérienne officielle de Taïwan s'appelle China Airlines. Il n'est pas question d'indépendance. Il n'est pas question d'autodétermination et je pense que le peuple taïwanais doit connaître, ainsi que la communauté internationale, la détermination de la Chine à maintenir Taïwan au sein de la Chine.

### **Thierry de Montbrial**

Vous savez très bien qu'il s'agit d'une question extrêmement importante non seulement pour la Chine mais aussi pour l'avenir des relations internationales. Selon nous, d'un point de vue extérieur, le président Xi Jinping, dans diverses déclarations au fil du temps, a donné l'impression qu'il souhaiterait que la question soit résolue le plus tôt possible et peut-être au plus tard en 2049, c'est-à-dire pour le 100<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Mao.

Politiquement parlant, 2049, c'est demain. C'est dans 25 ans. Devons-nous comprendre que le problème doit être complètement résolu dans un certain délai, ou peut-on en déduire que la situation pourrait durer encore une cinquantaine d'années ?

### **Leung Chun-ying**

Le parti au pouvoir à Taïwan n'en a peut-être pas la patience. La tendance à déclarer l'indépendance est devenue de plus en plus évidente.

Dire que Taïwan fait partie de la Chine et, en même temps, traîner les pieds, tenter de maintenir le statu quo pendant encore une décennie, pendant encore deux décennies, plus ou moins éternellement, c'est fondamentalement se contredire. Les deux parties doivent donc se rapprocher.

Pour répondre à votre question précédente, le gouvernement central chinois a toujours écouté attentivement l'opinion publique à propos de Taïwan, de la même manière qu'il a écouté attentivement l'opinion publique à Hong Kong lorsque nous avons rédigé la Loi fondamentale de Hong Kong. Cela a pris cinq ans. Il y avait un grand comité de 180 personnes avec un secrétariat d'une trentaine de personnes qui y ont travaillé pendant cinq ans.

Je pense que cela se passera probablement de cette manière. Cependant, la Chine n'a jamais renoncé à la possibilité de recourir à la force pour réunifier le pays, si nécessaire.

### **Thierry de Montbrial**

La WPC, que vous connaissez maintenant un peu, est un lieu où l'on peut discuter de questions compliquées entre amis et où il n'est pas toujours facile de se mettre d'accord.

C'est donc dans cet esprit que je voudrais vous poser la question suivante : le régime chinois est devenu de plus en plus autoritaire depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, qui semble désormais concentrer tous les pouvoirs d'une manière sans précédent depuis Mao Zedong, et peut-être même avec plus de succès que Mao parce que Mao a connu de graves difficultés intérieures pendant une partie de son mandat.

Ma question est simple. Vous abordez vous-même de nombreuses questions économiques dans la région de Hong Kong et au-delà. Il me semble qu'une partie du succès économique de la Chine est liée à l'approche relativement libérale des prédécesseurs du président Xi. Le régime est désormais de plus en plus autoritaire. Cet autoritarisme s'exprime également vis-à-vis des hommes d'affaires.

Il est très difficile, si vous êtes un homme d'affaires, surtout si vous dirigez de grandes entreprises, d'être constamment sous pression politique avec la possibilité de disparaître un jour et de réapparaître au bout de six mois, ou de ne jamais réapparaître du tout. Par conséquent, nous pensons que cela pourrait créer de sérieuses difficultés pour l'avenir du capitalisme chinois.

Croyez-vous, ou certains croient-ils, même les bons et loyaux communistes, membres du Parti communiste, qu'une pression politique excessive sur le monde des affaires pourrait être préjudiciable à l'avenir de la croissance économique ? Si tel est le cas, concernant la concurrence entre la Chine et les États-Unis, et plus généralement avec l'Occident, cette tendance pourrait-elle ralentir le rythme du développement économique de la Chine, et ceci avec de très graves conséquences ?

### **Leung Chun-ying**

J'ai lu des reportages et des commentaires très similaires à ce que vous venez de mentionner dans les médias occidentaux et japonais. Cependant, ce n'est pas mon expérience.

Au cours des six dernières années, depuis que j'ai quitté le poste de chef de l'exécutif du gouvernement de la RAS de Hong Kong, j'ai passé plus de temps sur le continent chinois, non seulement dans les provinces, mais aussi dans les régions périphériques, comme le Zhejiang, le Heilongjiang, le Ningxia, et ainsi de suite. J'ai passé plus de temps sur le continent qu'à Hong Kong, et ce n'est pas ce que je vis. Ce n'est pas ce que je vois et ce n'est pas ce que j'entends.

Je suis l'un des vice-présidents du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), qui est l'un des quatre organes de la structure politique chinoise. Il y a le Parti communiste, le gouvernement, l'Assemblée populaire nationale, qui représente le pouvoir législatif, et le CCPPC.

La composition de la structure politique chinoise est ainsi très différente de ce que l'on peut trouver dans le monde, dans d'autres gouvernements. En tant que vice-président du Comité national du CCPPC, je ne pense pas que les dix dernières années aient été plus autoritaires.

J'arrive de Pékin. Je suis arrivé tôt ce matin à Abou Dabi et, à Pékin, nous avons eu deux jours et demi de discussions très complètes et très intenses sur le développement vert. Des gens du gouvernement étaient là. On leur a posé des questions. Nous avons 300 personnes aux séances plénières. Ensuite, nous avons eu neuf discussions en sous-groupes. Je ne pense pas du tout que ce soit une manifestation d'autoritarisme.

En termes d'investissements des entreprises, nous constatons toujours un secteur privé florissant. Le secteur privé représente désormais plus de la moitié du PIB du pays. Il existe de grandes entreprises publiques qui ont été partiellement privatisées en étant cotées à la Bourse de Shanghai, à la Bourse centrale et à la Bourse de Hong Kong.

On voit également beaucoup d'argent de Hong Kong aller en Chine continentale, en particulier dans la région de la Grande Baie, qui comprend neuf villes de la province du Guangdong, Hong Kong et Macao.

### **Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup. Dernière question : quelles leçons la Chine tire-t-elle de la guerre en Ukraine ? Ma question concerne la réflexion stratégique sur Taïwan.

### **Leung Chun-ying**

La Chine n'est pas la Russie. Taïwan n'est pas l'Ukraine. La position de la Chine sur ce conflit a été clairement exposée. Je ne pense même pas que le parti indépendantiste au pouvoir à Taïwan comparerait lui-même les relations entre les deux rives et la probabilité d'un conflit armé, si cela devait se produire, à la situation en Europe entre la Russie et l'Ukraine. Je ne pense pas qu'ils y penseraient eux-mêmes en ces termes.

### **Thierry de Montbrial**

Would someone like to ask one concise question? I take the question from an expert of the region, Mr. Cabestan.

**Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong**

Good morning, Mr. Leung. I may be the only one in the room who shares with you the fact that I am a permanent resident of Hong Kong. I have been in Hong Kong for 25 years.

I have a very simple question. After the protest movement of 2019, do you not think that the Hong Kong government has not made enough effort to foster reconciliation within the society? I feel that the Hong Kong community is very divided today. Do you think the Hong Kong government could have done more to foster reconciliation among the various segments of the Hong Kong society?

### **Leung Chun-ying**

There were protests, but there were very serious riots as well, inflicting bodily harm on fellow civilian citizens and policemen. These people were apprehended. They were brought to justice and they were sentenced by the law courts.



There was no question of the administration saying that we could turn a blind eye to people who broke the law under those circumstances. As we could all see on TV footage, they were very serious offences such as maiming, killing, and destruction of properties.

**Renaud Girard, grand reporter et chroniqueur international du *Figaro***

My question is why China, who is so willing to preserve the international order and the international institutions like the UN, WTO and all the international institutions, does not recognize the authority of the permanent arbitral tribunal of The Hague, which is, as you know, older than the UN? It is from the 19<sup>th</sup> Century, which discussed the separation of the islands in the South China Sea between China and the Philippines. How is it a government who wants to protect the international order and international institutions does not recognize the ruling of the permanent arbitral tribunal of The Hague?

**Leung Chun-ying**

China did not take part in the arbitration.

**Thierry de Montbrial**

That was a long question and a short answer. Thank you very much, Mr. Leung. I think the conclusion of this relatively short discussion is that, next year or so, we should take a six-hour discussion to cover all the facets of that most important issue for the future of the world. Thank you very much.

**Leung Chun-ying**

Thank you.